

relative au régime des études et contrôle des connaissances de la Capacité en Droit

1ère année
année universitaire 2018/2019

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
 - les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
 - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
 - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
 - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
 - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
 - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
 - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
 - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu le Décret n° 56-348 du 30 mars 1956 modifiant le régime des études et des examens en vue du certificat de capacité en droit, modifié par les décret n° 56-646 du 27 juin 1956, n° 69-42 du 13 janvier 1969 et n° 99-820 du 16 septembre 1999.
- Vu l'arrêté du 24 août 1987, modifiant l'arrêté du 25 août 1969, fixant la liste des titres admis en dispense du baccalauréat de l'enseignement du second degré en vue de l'inscription dans les Universités,
- Vu l'arrêté d'habilitation du 23 juin 2011 et l'arrêté d'accréditation du 23 mai 2016 autorisant l'Université à délivrer le diplôme Capacité en droit,
- Vu l'arrêté d'habilitation du 23 juin 2011 relatif aux études universitaires conduisant au grade de Licence Droit,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élève étudiant,
- Vu l'avis du conseil de faculté en date du 23 mai 2017,

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :

Les règles relatives au régime des études et contrôle des connaissances de la Capacité en Droit 1ère année sont fixées comme suit,

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

- ARTICLE 1 Pour s'inscrire en capacité en droit, aucun diplôme n'est exigé, mais les apprenants doivent être âgés de 17 ans accomplis au 1^{er} novembre de l'année d'inscription, sauf dérogation accordée par la Présidente de l'Université.

- ARTICLE 2 La capacité en droit, cycle distanciel, ne comporte qu'un seul parcours, le parcours diplômant, organisé sur une durée totale de trois semestres répartis sur **une année et un semestre universitaires**. Toutefois, de manière exceptionnelle et à titre transitoire, le régime professionnel de capacité en droit créé par l'Université Toulouse1 Capitole, est maintenu pour l'année universitaire 2016/2017 exclusivement pour les redoublants inscrits à ce régime de capacité en 2015/2016. Un parcours de formation spécifique sera mis-en-place à leur intention dans le cycle distanciel ; le régime des examens en est décrit dans les articles ci-après

TITRE II - ENSEIGNEMENTS

- ARTICLE 3 La première année de capacité en droit est constituée de 2 semestres, la seconde année d'un seul semestre. Seuls les apprenants ayant validé la première année de capacité peuvent accéder au semestre 3. La validation de l'unique semestre de la seconde année – semestre 3 - de capacité permet un accès direct au deuxième semestre de la première année de licence en droit.
- ARTICLE 4 Chacun des 2 semestres de la première année de capacité en droit est constitué d'une unité d'enseignement (UE) obligatoire elle-même composée de 5 matières obligatoires (cf. maquette en annexe).

TITRE III - MODALITES DE CONTROLE DES CONNAISSANCES

- ARTICLE 5 L'examen du semestre 1 de la capacité en droit en distanciel - comporte 2 sessions. La session 1 se déroule comme suit :
- Deux épreuves écrites anonymes, d'une durée de 3 heures maximum chacune, portant sur les deux matières suivantes : « Introduction au droit public » et « Introduction au droit privé ».
 - Un oral, qui peut prendre la forme d'un contrôle continu, sur chacune des trois autres matières.
- ARTICLE 6 L'examen du semestre 2 de Capacité comporte 2 sessions. La session 1 se déroule comme suit :
- Deux épreuves écrites anonymes, d'une durée de 3 heures maximum chacune, portant sur les deux matières suivantes : « Droit civil 1 », « Droit administratif 1 ».
 - Un oral, qui peut prendre la forme d'un contrôle continu, sur chacune des trois autres matières.
- ARTICLE 7 **Régime particulier : Le cas de force majeure**
Sont admis à passer la session de rattrapage dite de cas de force majeure les apprenants :
- Absents à la session 1 du semestre concerné et :
 - qui peuvent justifier d'un cas de force majeure, c'est à dire la réunion de trois éléments qui le rendent exceptionnel par nature (imprévisible, irrésistible et extérieur),
 - et, qui ont déposé un dossier (formulaire et justificatif d'absence) auprès de leur scolarité au plus tard 10 jours suivant la fin de la période d'examen concernée,
 - et, qui ont reçu un avis favorable de la commission pédagogique.
- La décision de cette instance n'est pas susceptible de recours. La Présidente est

liée par cet avis.

ARTICLE 8

Régime transitoire –

Ce régime ne concerne que les apprenants inscrits en 2015/2016 (capacité en droit / régime présentiel) et n'ayant pas validé l'ensemble du parcours de 1^{ère} année.

Le présent article énonce les règles de report des notes $\geq 10/20$ obtenues aux matières ou à certains groupes de matières au cas de redoublement des apprenants issus du parcours de 1^o année de Capacité en Droit, régime présentiel organisé en 2015/16 –

Semestre 1 : Parcours diplômant

- Les notes supérieures ou égales à 10 obtenues aux matières suivantes du cycle présentiel :
 - « introduction au droit public »,
 - « introduction au droit privé »
 - et « introduction au droit communautaire »,sont conservées et reportées intégralement dans les matières correspondantes du parcours distanciel.
- La note supérieure ou égale à 10 issue de la moyenne des deux matières du parcours optionnel valide la matière « histoire du droit et culture générale »
Dans ce cas de figure, le candidat bénéficie d'une dispense de l'enseignement « expression écrite et orale ».
- Pour toute matière ou groupe de matières où la note ne peut être conservée, l'apprenant devra suivre les enseignements du parcours distanciel et se conformer aux épreuves telles que décrites à l'article 5.

Semestre 1 : Parcours professionnel

- A titre exceptionnel et uniquement pour les redoublants engagés dans ce parcours au cours de l'année universitaire 2015/2016, le parcours professionnel est maintenu sous certaines conditions pour l'année universitaire 2016/2017.
- Les notes supérieures ou égales à 10 obtenues aux matières suivantes du cycle présentiel :
 - « introduction au droit public »,
 - « introduction au droit privé »
 - et « introduction au droit communautaire »,sont conservées et reportées intégralement dans les matières correspondantes du parcours distanciel.
- La note supérieure ou égale à 10 du parcours optionnel se substitue à la matière « expression écrite et orale ».
- Dans tous les cas, le candidat est dispensé de l'enseignement « histoire du droit et culture générale ».

Pour toutes les matières ou correspondances de matières dans lesquelles aucune note n'a pu être conservée, les candidats devront se conformer au régime des épreuves tel que décrit à l'article 5.

Semestre 2 : Parcours diplômant

- Les notes supérieures ou égales à 10 obtenues aux matières suivantes du cycle présentiel :
 - « droit civil »,
 - « droit pénal »sont conservées et reportées intégralement dans les matières « droit civil 1 » et « droit pénal et procédure pénale » du parcours distanciel.
- La note supérieure ou égale à 10 résultant de la moyenne des notes obtenues aux matières suivantes du cycle présentiel :
 - « droit constitutionnel »,

Et de deux des matières optionnelles du parcours présentiel diplômant, soit :

- « Histoire du droit privé »
- « Histoire du droit public et des institutions publiques »
- « Informatique juridique »

sera conservée et reportée intégralement dans le parcours distanciel et valide la matière « expression écrite et orale / méthodologie juridique ». qui correspond dans ce cas de figure aux enseignements juridiques complémentaires.

- Le suivi des enseignements de droit administratif 1 et de droit du travail est obligatoire.

Pour toutes les matières dans lesquelles aucune note n'a pu être conservée, les candidats devront se conformer au régime des épreuves tel que décrit à l'article 6 du présent arrêté.

Semestre 2 : Parcours professionnel

A titre exceptionnel et uniquement pour les redoublants engagés dans ce parcours au cours de l'année universitaire 2015/2016, le parcours professionnel est maintenu sous certaines conditions pour l'année universitaire 2016/2017.

- La note supérieure ou égale à 10 obtenue en droit civil et procédure civile du parcours professionnel présentiel se substitue à la note de droit civil 1 du parcours distanciel.
- La note supérieure ou égale à 10 obtenue en droit public du parcours professionnel présentiel se substitue à la note de droit administratif 1 du parcours distanciel
- La note supérieure ou égale à 10 obtenue en droit social du parcours professionnel présentiel se substitue à la note de droit du travail du parcours distanciel
- La note supérieure ou égale à 10 obtenue en droit pénal et procédure pénale du parcours professionnel présentiel se substitue à la note de droit pénal et procédure pénale du parcours distanciel.

La note supérieure ou égale à 10 obtenue en droit des affaires du parcours professionnel sera conservée et reportée intégralement dans le parcours distanciel et valide la matière « expression écrite et orale / méthodologie juridique ». qui correspond dans ce cas de figure aux enseignements juridiques complémentaires.

Pour toutes les matières dans lesquelles aucune note n'a pu être conservée, les candidats devront se conformer au régime des épreuves tel que décrit à l'article 6 du présent arrêté.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

- ARTICLE 9 Chaque bloc de matières constitutives d'une unité d'enseignement (UE) correspond à un semestre. A l'intérieur du semestre – ou de l'UE -, chaque matière peut être validée isolément ou par compensation.
- Isolément : une matière est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'apprenant y a obtenu la moyenne.
 - Par compensation : chaque semestre ou, en l'occurrence UE, est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des matières qui le (la) composent, soit un total de 70/140
- Toutefois l'apprenant en échec à la session 1 du semestre 1 est autorisé à poursuivre les enseignements du semestre 2.

Les semestres 1 et 2 sont compensables. Le stagiaire doit obtenir la validation de la première année de formation, soit par obtention de chaque semestre soit par compensation inter-semestrielle, avant de poursuivre la formation en S3. Le S3 est autonome et ne peut être obtenu par compensation inter-semestrielle.

- ARTICLE 10 Aucun recours n'est recevable contre les décisions du jury.

- ARTICLE 11 **Session de rattrapage**
Pour chacune des unités d'enseignement non validées lors de la session 1, les apprenants seront en session 2 interrogés oralement ou par le biais d'un écrit d'une durée d'une heure sur les matières pour lesquelles les notes obtenues sont inférieures à la note moyenne de 10/20. Ils pourront cependant conserver pour la session 2, s'ils le demandent, les notes supérieures ou égales à 8 sur 20.

- ARTICLE 12 Chacun des semestres sera validé dans les conditions fixées aux articles 9 à 11 inclus. Dans le cas où l'année n'est pas validée, les notes supérieures ou égales à la moyenne obtenues dans les matières constitutives de(s) l'UE non validée(s) sont capitalisées.

- ARTICLE 13 Toute modification au présent arrêté doit faire l'objet d'une demande déposée au plus tard six mois avant la date d'effet de la modification.

- ARTICLE 14 L'obtention de chacun des semestres donne lieu à l'une des mentions suivantes :
- Passable : Quand le candidat a obtenu une note moyenne au moins égale à 10 et inférieure à 12.
- Assez-Bien : Quand le candidat a obtenu une note moyenne au moins égale à 12 et inférieure à 14.
- Bien : Quand le candidat a obtenu une note moyenne au moins égale à 14 et inférieure à 16.
- Très-Bien : Quand le candidat a obtenu une note moyenne au moins égale à 16.

Toulouse le 22 août 2018

Corinne MASCALA

La présidente de la Commission
de la Formation et de la Vie Universitaire



**Annexe Capacité en droit 1^{ère} année
2018-2019**

semestre 1	enseignement	VH	modalités d'évaluation			points
			écrit	oral ou CC	durée	
unité						
UE1	introduction au droit public	30	*		3H	40
	introduction au droit privé	30	*		3H	40
	introduction au droit communautaire	30		*		20
	histoire du droit et culture générale - <i>régime transitoire : enseignements juridiques et professionnels optionnels</i>	30		*		20
	expression écrite et orale	20		*		20
totaux :		140				140

semestre 1	enseignement	règles de report des notes > ou = à 10 du cycle présentiel 2015/2016 - parcours diplômant	règles de report des notes supérieures ou égales à 10 du cycle présentiel 2015/2016 - parcours professionnel
	<i>Avertissement :</i>	<i>Report des notes dans la capacité en droit du cycle distanciel diplômant</i>	<i>Report des notes dans la capacité en droit du cycle distanciel – parcours professionnel transitoire</i>
UE1	introduction au droit public	report de la note d'introduction au droit public ou suivi de la matière si report impossible	report de la note d'introduction au droit public ou suivi de la matière si report impossible
	introduction au droit privé	report de la note d'introduction au droit civil ou suivi de la matière si report impossible	report de la note d'introduction au droit privé ou suivi de la matière si report impossible
	introduction au droit communautaire	report de la note d'introduction au droit communautaire ou suivi de la matière si report impossible	report de la note d'introduction au droit communautaire ou suivi de la matière si report impossible
	histoire du droit et culture générale - <i>régime transitoire : enseignements juridiques et professionnels optionnels</i>	report de la moyenne des notes obtenues aux matières optionnelles si > ou = à 10/20 - si pas de report possible suivi de la matière "histoire du droit et de culture générale"	dispense
	expression écrite et orale	dispense si la note à l'ensemble des matières optionnelles est > ou = à 10/20 - sinon suivi de la matière	report de la note obtenue à la matière optionnelle ou suivi de la matière si report impossible

semestre 2	enseignement	VH	modalités d'évaluation			points
			écrit		durée	
UE2	droit civil 1	30	*		3H	40
	droit administratif 1	30	*		3H	40
	droit du travail	20		*		20
	droit pénal et procédure pénale	30		*		20
	expression écrite et orale / méthodologie juridique	20		*		20
totaux :		130				140

semestre 2	enseignement	règles de report des notes > ou = à 10 du cycle présentiel 2015/2016 - parcours diplômant	règles de report des notes supérieures ou égales à 10 du cycle présentiel 2015/2016 - parcours professionnel
	Avertissement :	Report des notes dans la capacité en droit du cycle distanciel diplômant	Report des notes dans la capacité en droit du cycle distanciel – parcours professionnel transitoire
UE2	droit civil 1	report de la note de droit civil ou suivi du droit civil 1 si report impossible	report de la note de droit civil et procédure civile ou suivi du droit civil 1 si report impossible
	droit administratif 1	pas de report - matière obligatoire	report de la note de droit public ou suivi de la matière "droit administratif 1" si report impossible
	droit du travail	pas de report - matière obligatoire	report de la note de droit social ou suivi de la matière si report impossible
	droit pénal et procédure pénale	report de la note de droit pénal ou suivi du droit pénal et procédure pénale si report impossible	report de la note de droit pénal et procédure pénale ou suivi de la matière si report impossible
	expression écrite et orale / méthodologie juridique - régime transitoire : enseignements juridiques et professionnels optionnels	report de la moyenne des notes obtenues en droit constitutionnel et aux matières optionnelles ou suivi de la matière expression écrite et orale / méthodologie juridique si report impossible	report de la note de droit des affaires du parcours professionnel. Si report impossible, suivi de la matière "expression écrite et orale et méthodologie juridique"

COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE
Séance du 12 juin 2018

DELIBERATION
N°CFVU 38-FCV-025

relative au régime des études et contrôle des connaissances de la Capacité en Droit

2^{de} année
année universitaire 2018/2019

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
 - les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
 - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
 - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
 - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
 - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
 - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
 - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
 - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu le Décret n° 56-348 du 30 mars 1956 modifiant le régime des études et des examens en vue du certificat de capacité en droit, modifié par les décret n° 56-646 du 27 juin 1956, n° 69-42 du 13 janvier 1969 et n° 99-820 du 16 septembre 1999.
- Vu l'arrêté du 24 août 1987, modifiant l'arrêté du 25 août 1969, fixant la liste des titres admis en dispense du baccalauréat de l'enseignement du second degré en vue de l'inscription dans les Universités,
- Vu l'arrêté d'habilitation du 23 juin 2011 et l'arrêté d'accréditation du 23 mai 2016 autorisant l'Université à délivrer le diplôme Capacité en droit,
- Vu l'arrêté d'habilitation du 23 juin 2011 relatif aux études universitaires conduisant au grade de Licence Droit,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élève étudiant,
- Vu l'avis du conseil de faculté en date du 23 mai 2017,

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :

Les règles relatives au régime des études et contrôle des connaissances de la Capacité en Droit 2^{de} année sont fixées comme suit,

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 Pour s'inscrire à la seconde année de la capacité en droit, l'apprenant doit avoir obtenu la validation de la première année de la capacité en droit.

- ARTICLE 2 La seconde année de capacité en droit est constituée d'un unique semestre, le semestre 3 du diplôme. Les apprenants ayant accompli avec succès l'ensemble du cycle accèdent de plein droit au semestre 2 de la première année de Licence en Droit.

TITRE II - ENSEIGNEMENTS

- ARTICLE 3 La seconde année de la capacité en droit est composée d'un semestre constitué de l'unité d'enseignement 3 (UE3) obligatoire composée de 5 matières obligatoires (cf. maquette en annexe).

TITRE III - MODALITES DE CONTROLE DES CONNAISSANCES

- ARTICLE 4 L'examen du semestre 3 de la capacité en droit en distanciel comporte 2 sessions. La session 1 se déroule comme suit :
- Deux épreuves écrites anonymes, d'une durée de 3 heures maximum chacune, portant sur les deux matières suivantes : « Droit civil 2 » et « Droit administratif 2 ».
 - Un oral, qui peut prendre la forme d'un contrôle continu, sur chacune des trois autres matières.

- ARTICLE 5 **Régime particulier : Le cas de force majeure**
Sont admis à passer la session de rattrapage dite de cas de force majeure les apprenants :

■ Absents à la session 1 du semestre concerné et :

- qui peuvent justifier d'un cas de force majeure, c'est à dire la réunion de trois éléments qui le rendent exceptionnel par nature (imprévisible, irrésistible et extérieur),

- et, qui ont déposé un dossier (formulaire et justificatif d'absence) auprès de leur scolarité au plus tard 10 jours suivant la fin de la période d'examen concernée,

- et, qui ont reçu un avis favorable de la commission pédagogique. La décision de cette instance n'est pas susceptible de recours. La Présidente est liée par cet avis.

- ARTICLE 6 **Régime transitoire au cas de redoublement des apprenants – semestre 3 - Capacité en Droit, régime présentiel organisé en 2015/16 –**

Semestre Unique (parcours diplômant exclusivement)

- Les notes supérieures ou égales à 10 obtenues aux matières suivantes du cycle présentiel :
 - « droit civil »,
 - « droit administratif »
 - et « droit des affaires »,

sont **conservées et reportées intégralement dans les matières correspondantes du parcours distanciel** soit « droit civil 2 », « droit administratif 2 » et « droit des affaires »

- La note supérieure ou égale à 10 résultant de la moyenne des notes obtenues aux deux matières optionnelles du cycle présentiel parmi :
 - « Procédure pénale »,
 - « Droit Européen »
 - « Finances publiques »

est conservée et reportée intégralement dans le parcours distanciel afin de valider et valide la matière « méthodologie juridique / expression écrite et orale ». qui correspond dans ce cas de figure aux enseignements juridiques complémentaires.

- Le cours « procédure civile et voies d'exécution » est obligatoire

Toutes les matières qui ne pourront pas être obtenues dans le cadre de ces équivalences devront être suivies et évaluées selon le cadre décrit au Titre III.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

- ARTICLE 7** Chaque bloc de matières constitutives d'une unité d'enseignement (UE) correspond à un semestre. A l'intérieur du semestre – ou de l'UE -, chaque matière peut être validée isolément ou par compensation.
- Isolément : une matière est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'apprenant y a obtenu la moyenne.
 - Par compensation : le semestre 3, ou, en l'occurrence UE3 de la capacité en droit étant unique, il est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des matières qui le (la) composent, soit un total de 70/140 mais ne peut bénéficier de compensation inter-semestrielle pour valider le parcours diplômant.
 - L'apprenant en échec à la session 1 du semestre 3 de la capacité en droit ne peut poursuivre en semestre 2 de première année licence en droit
- ARTICLE 8** Aucun recours n'est recevable contre les décisions du jury.
- ARTICLE 9** **Session de rattrapage**
Lorsque l'Unité d'Enseignement n'est pas validée lors de la session 1, les apprenants subiront en session 2 une interrogation orale ou un écrit d'une durée d'une heure sur les matières pour lesquelles les notes obtenues sont inférieures à la moyenne. Ils pourront cependant conserver pour la session 2, s'ils le demandent, les notes supérieures ou égales à 8 sur 20.
- ARTICLE 10** Le semestre sera validé dans les conditions fixées aux articles 7 à 9 du présent arrêté. Dans le cas où le semestre n'est pas validé, les notes supérieures ou égales à la moyenne obtenues dans les matières constitutives d'UE non validées sont capitalisées. L'obtention du semestre donne lieu à l'une des mentions énoncées à l'article 12
- ARTICLE 11** La note finale obtenue au diplôme de Capacité en droit correspond à la somme des notes obtenues aux semestres 1, 2 et 3.
Le diplôme de Capacité en droit est délivré quand cette note est au moins égale 210 points sur 420 soit au moins égale à 140/280 à l'issue des semestres 1 et 2 et 70/140 à l'issue du semestre 3, soit une note globale moyenne de 10 sur 20.
L'obtention du diplôme donne lieu à l'une des mentions énoncées à l'article 12

ARTICLE 12 Mentions :

Passable : Quand le candidat a obtenu une note moyenne au moins égale à 10 et inférieure à 12.

Assez-Bien : Quand le candidat a obtenu une note moyenne au moins égale à 12 et inférieure à 14.

Bien : Quand le candidat a obtenu une note moyenne au moins égale à 14 et inférieure à 16.

Très-Bien : Quand le candidat a obtenu une note moyenne au moins égale à 16.

Toulouse, le 22 août 2018

Corinne MASCALA

La présidente de la Commission
de la Formation et de la Vie Universitaire



Pj : annexe.

Annexe

semestre 3	enseignement	VH	modalités d'évaluation			points	règles de report des notes > ou = à 10 du cycle présentiel 2015/2016 - parcours diplômant
			écrit	oral ou CC	durée		
UE3	droit civil 2	30	*		3H	40	report de la note de droit civil 1 ou suivi du droit civil 2 si report impossible
	droit administratif 2	30	*		3H	40	report de la note de droit administratif ou suivi du droit administratif 2 si report impossible
	droit des affaires	30		*		20	report de la note de droit des affaires ou suivi du droit des affaires si report impossible
	procédure civile et voies d'exécution	20		*		20	pas de report - matière obligatoire
	expression écrite et orale / méthodologie juridique -régime transitoire : enseignements juridiques et professionnels optionnels ou complémentaires	20		*		20	report de la moyenne des notes obtenues aux matières optionnelles ou suivi de la matière méthodologie juridique / expression et communication si report impossible
	totaux :	130				140	